

IEJ MAG

A police officer in full riot gear, including a helmet with a clear visor and a vest with "POLICE" written on it, stands in the foreground. He is holding a large, dark, curved riot shield. The background is filled with thick white smoke and orange flames, suggesting a riot or a fire scene. Another person in a red jacket is visible in the background, also wearing a helmet. The overall atmosphere is tense and chaotic.

**Maintien de l'ordre
la stratégie du pire ?**

Maintien de l'ordre : la stratégie du pire ?

L'Arc de Triomphe livré aux manifestants, les Champs-Élysées jonchés de barricades en flamme, les forces de l'ordre battant en retraite. Nul n'a oublié ces images de décembre 2018. Le monde entier, médusé, a vu Paris sombrer dans le chaos. Le Gouvernement français humilié se devait de réagir. Cela a été fait. La traditionnelle « doctrine française » du maintien de l'ordre a été abandonnée. De nouvelles stratégies ont vu le jour.



Incidents entre CRS et pompiers le 28 Janvier 2020 © H2T

Comment la police parisienne a vaincu la rue ?

Enquête Fin 2019, des milliers de Français descendent dans la rue pour protester contre la mise en place de la réforme des retraites. Certains craignent un embrasement devant une colère sociale toujours présente. Pourtant malgré quelques incidents, la majorité des cortèges se fera dans le calme. Rien à voir avec les scènes d'extrême violence de l'année 2018. Cette « victoire de l'ordre sur le désordre » s'explique notamment par de nouvelles stratégies de la gestion des foules voulues par le préfet Didier Lallement.

La stratégie de l'étouffement : la nasse

Pour tuer ses proies, le serpent resserre ses anneaux sur sa victime qui privée d'air meurt d'asphyxie. Le Préfet de police de Paris serait-il un amateur de documentaire animalier ? Difficile de le confirmer. En revanche, l'étouffement de la foule consiste en l'un des points majeurs de la nouvelle doctrine de maintien de l'ordre. Jusque-là, la doctrine française du maintien de l'ordre tenait en un mot : garder à distance les manifestants.

Les habitués des cortèges parisiens ont pu remarquer un étrange manège se mettre en place. Désormais, les gendarmes mobiles et autres forces de l'ordre suivent la foule de très près. Concrètement la manifestation dans son ensemble ou du moins « le cortège de tête » se voit entouré de rangs serrés de forces de l'ordre. Dans le jargon policier, on appelle cela une **nasse**. Aussi appelée « keetling » outre-manche, cette technique voit le jour en Grande-Bretagne durant les années 70. Les

objectifs de cette stratégie sont multiples. Mais globalement cette manœuvre a un but majeur : maîtriser la foule en l'empêchant de se mouvoir librement. La nasse peut être mise en place avant, pendant et en fin de manifestation.

La mise en place de nasses par la police ne date pas de ces dernières années. En revanche, le recours à cette stratégie est devenu récurrent depuis les manifestations des Gilets Jaunes à la fin de l'année 2018.

Les opposants à la réforme des retraites et Gilets Jaunes irréductibles en savent quelque chose. Les dispositifs policiers encadrant les cortèges de la fin 2019 et de début 2020 se sont caractérisés par l'abondante parfois étouffante présence des forces de l'ordre. Cette omniprésence de la force policière semble avoir porté ses fruits puisque les incidents ont été limités et maîtrisés à quelques exceptions près.



Manifestation des Gilets Jaunes à Paris en Janvier 2020 © H2T

Comme on peut le constater sur la photo ci-dessus, le cortège est encerclé à gauche et à droite par une rangée de CRS ou de gendarmes mobiles. Cette nasse est mobile et se déplace avec la foule. La police imprime le rythme de la marche. Cela peut décourager les plus téméraires de quitter le cortège, de dégrader du mobilier ou de lancer des projectiles. Par cette technique d'encadrement et de « nasse mobile », la constitution d'un Black Block (*voir encadré*) est beaucoup plus compliquée. En effet, c'est généralement dans le cortège de tête que se rassemblent les militants radicaux avant d'en découdre. La présence importante de la force

policrière permet de dissuader ces tentatives de débordements.

La technique de la nasse pose néanmoins débat. La liberté de manifester est-elle respectée si les manifestants ne sont pas libres de leurs mouvements ? L'omniprésence policière n'est-elle pas contraire à la fondamentale liberté de manifester ? Sur ce point les avis divergent en fonction des points de vue. Du côté des forces de l'ordre, on se défend comme on peut. Le délégué d'Alliance, puissant syndicat policier, Johann Cavallero déclare au Huffington Post au printemps 2019 : « C'est un moyen de prévenir ou de mettre fin à des troubles à l'ordre public ».

Le journaliste David Dufresne spécialiste du maintien de l'ordre n'est pas du même avis « *La nasse,*

c'est un endroit où tu confines les corps et ça peut créer un sentiment de panique. Cela crée une cocotte-minute". Au-delà de la sécurité, la pratique de la nasse pose aussi question au niveau du droit. En 2017, le défenseur des droits considère la nasse comme un dispositif qui conduit « à priver plusieurs personnes de leur liberté de se mouvoir au sein d'une manifestation ou à proximité immédiate de celle-ci ». La Ligue des

droits de l'homme (LDH) sur la base des observations considère que la nasse est contraire au principe de liberté des manifestants. Plus surprenant encore, des critiques émanent du rang des forces de l'ordre. Mediapart rapporte en Avril 2020 des témoignages éclairants. Un gendarme mobile déclare ainsi « *ce genre de technique est susceptible de générer des mouvements de foule, potentiellement dangereux.*

Un black Block c'est qui, c'est quoi ?

Ce terme très souvent évoqué suscite certains fantasmes ; « anarchistes, casseurs, ultras jaunes », difficile de trouver une définition neutre et précise de ce terme.

Un black block n'est en fait pas une personne ou même un groupe de personnes mais une technique de manifestation. Cette manière de faire apparait en Allemagne dans les années 80. Cette stratégie consiste à former une entité solide et offensive au sein d'une manifestation. Les membres du « Block » se regroupent grâce à un signal sonore (technique du coucou). Tout de noir vêtus et le visage dissimulé, ses membres sont très difficiles à identifier. Le black block n'a donc pas de chef, de visage, pas d'existence officielle ou de même de couleur politique. Son existence est éphémère, il se forme en quelques instants et se dilue comme il est apparu. Le Black Block est offensif et vise principalement les enseignes de banques, d'assurances et autres symboles du capitalisme. Les forces de l'ordre consistent en l'autre cible de choix du Black Block qui l'attaque à coup de pavés, cocktails Molotov, pétards et autres projectiles.

BRAV-M : l'inquiétant retour des Voltigeurs ?

Face à la violence de certains groupes de manifestants. Le préfet de Police de Paris Didier Lallement a opté pour une stratégie offensive. La rupture avec les habitudes a été totale et parfois violente. Au cœur du nouveau dispositif policier, on trouve les BRAV (Brigades de répressions des actions violentes). Ces BRAV se déplacent très souvent à motos, on parle alors de BRAV-M. Ces unités très mobiles se constituent d'un pilote et d'un autre fonctionnaire parfois armé.

Casques de moto, blousons noirs et lunettes de soleil, les BRAV impressionnent et se font craindre. Leur réputation se dégrade très vite de par la violence parfois extrême de leurs interventions. Ces unités ont un objectif : frapper vite et fort.

Le journaliste indépendant Clément Lanot, habitué des cortèges parisiens nous l'a confirmé à plusieurs reprises «L'arrivée des BRAVM a tout changé et a permis de contenir les GJ qui manifestaient sans cortège ni itinéraire »



Les BRAV-M en action en Novembre 2019 à Paris © H2T

Les plus anciens y voient eux un retour des fantômes du passé. Les BRAV par leur manière d'agir rappellent pour beaucoup les voltigeurs. Ces brigades à moto chargées de réprimer les manifestants violents dissoutes à la fin des années 90. Une disparition notamment due au douloureux épisode « Malik Oussekin ». Ce jeune homme meurt sous les coups de matraques des voltigeurs suite à une manifestation.

Début 2020, des membres des BRAV multiplient les dérapages : tabassage injustifié, tir de LBD à bout portant. Les relations avec la presse sont également très tendues.

Signe que la crispation est extrême, la manière de faire de ces unités est dénoncée jusque dans les rangs des forces de l'ordre. *Mediapart* recueille ainsi le témoignage de CRS qui dénoncent ces méthodes nouvelles. Un policier habitué des manifs déclare ainsi à propos de la manifestation des Gilets Jaunes du

14 Janvier 2020. « *Les Brav se sont mis à foncer dans le tas. (...) C'est incroyable de foncer dans le tas comme ça alors que ce n'était pas conflictuel* ».

La nouvelle stratégie en termes de maintien de l'ordre est donc claire : aller au contact à la moindre tentative de débordements. Tout fauteur de troubles doit être immédiatement réprimé notamment grâce aux BRAV-M. La nasse permet de son côté d'encadrer la foule de manière préventive. Ces méthodes sont efficaces mais posent question.

La France a indubitablement choisi une doctrine autoritaire en rupture avec son histoire. La fin du confinement pourrait conduire à une explosion de la colère sociale accumulée depuis des mois. Les nerfs de tous pourraient alors être mis à rude épreuve.

Maintien de l'ordre : La France doit-elle suivre l'exemple allemand?

Décryptage -Entre 2010 et 2013, neuf pays européens se réunissent pour participer à un programme de travail et de réflexion sur les pratiques de maintien de l'ordre. Un pays brille par son absence : la France. Si notre police a longtemps été une référence sur le sujet, ses pratiques controversées semblent de plus en plus isolées à l'échelle continentale. L'Allemagne opte ainsi effet pour une politique de désescalade et de non-affrontement

Le dialogue et la désescalade au cœur du modèle allemand.

Des brigades anti-conflits : si un jour vous manifestez outre-Rhin, vous croiserez peut être ces policiers chargés d'établir et de construire une dialogue avec les protestataires. Eviter au maximum l'affrontement, voilà le cœur de la doctrine allemande. Un membre de syndicat de policier allemand l'explique ainsi à France 2 en Février 2019 : *"Notre objectif est toujours la désescalade, car il n'y a rien de mieux pour des manifestants violents que d'avoir en face d'eux des policiers qui rentrent dans leur jeu"*.

La particularité de la police allemande est son faible armement. Dans la logique de baisse des tensions, la panoplie du « CRS allemand » se résume à la tenue anti-émeute et à la matraque. Pourtant l'Allemagne détient son lot de groupuscules violents qu'ils soient d'extrême gauche ou d'extrême droite. Quand les rassemblements dégénèrent, les canons à eaux et les unités à cheval sont très utilisées. Mais l'usage de lanceurs de balle de défenses (LBD) ou de grenades de désencerclement est rarissime. La distance entre auteurs de troubles et policiers reste une priorité. L'on est très loin des BRAV de Didier Lallement et de la volonté de frapper fort et vite.

Un modèle qui a ses limites

Outre-Rhin, l'opinion n'a pas oublié cet été 2017 où Hambourg s'embrase. La ville est envahie par des milliers de militants anticapitalistes venus protester contre la tenue d'un sommet du G20. Pendant quelques jours la police doit faire face à

l'extrême violence de manifestants radicaux. Les autorités sont totalement dépassées. Le modèle allemand de gestion de la foule semble inadapté. Comment et pourquoi les forces de l'ordre ont-elles perdu le contrôle ?

En Septembre 2018, c'est à l'occasion d'un rassemblement de l'extrême droite que la police se trouve de nouveau dépassée. Des migrants sont agressés et frappés par des manifestants à quelques mètres seulement des lignes de forces de l'ordre. La police locale est contrainte de faire des excuses publiques.

L'objectif de désescalade face aux tensions, si louable soit-il, est donc limité. Face à la violence de certains groupes radicaux, cette doctrine semble inefficace et inadaptée. Néanmoins, le modèle allemand semble être celui de l'avenir. En attendant, la France semble avoir pris le chemin inverse.

L'impitoyable Monsieur Lallement

Portrait-Sa mission était simple, ramener le calme dans les rues de la capitale après le douloureux épisode des Gilets Jaunes. Un an plus tard, ses efforts semblent avoir payé. Didier Lallement, Préfet de Police de Paris est parvenu à vaincre la rue grâce à de nouvelles stratégies. Mais à quel prix ? L'homme fait quasiment l'unanimité contre lui, son arrogance exaspère jusque dans les rangs de la police. Ses méthodes jugées violentes sont pointés des doigts.



Didier Lallement à Paris le 11 Novembre 2019 ©Ludovic Marin (AFP)

Une poigne de fer

Visage fin et anguleux, petites lunettes rondes, d'un aspect squelettique, Didier Lallement a toute la panoplie « du grand méchant ». Le grand public le découvre le 20 Mars 2019. Sa nomination dans la capitale fait suite au limogeage de Michel Delpuech après le saccage des Champs-Élysées lors de l'acte 18 des Gilets Jaunes. Cet amoureux des uniformes porte déjà une lourde réputation derrière lui. Impitoyable, psychopathe, rigide, froid, glacial selon ses anciens collègues girondins. « *Dis-donc, il paraît qu'on m'envoie un nazi ?* », cette phrase recueillie par **Le Monde** vient bien du très modéré Alain Juppé alors maire de Bordeaux.

Si la personnalité du nouveau préfet fait parler, son efficacité n'est pas à prouver. Didier Lallement n'hésite pas à taper fort très fort s'il le faut. Dès son arrivée dans la capitale, de nouvelles stratégies sont mises en place. La doctrine de Lallement est simple : « fini de regarder sans rien faire, maintenant on agit ».

Les Brigades de répressions des actions violentes motorisées (BRAV-M) sont au cœur des plans du préfet Lallement. Ces unités à moto répondent à cette volonté d'aller au contact des auteurs de troubles voulue par les autorités publiques.

(voir ci-dessus). Mais très vite, les interventions un peu trop musclées de ces policiers casqués cristallisent les tensions. « *Barbares* » voilà comment Jean-Luc Mélenchon qualifie ces unités. Plus étonnant encore, les méthodes du préfet de Police de Paris irritent jusqu'au sommet de la République. Charlie Hebdo rapporte de son côté des propos peu flatteurs émanant de sphères haut placées « *Il passe pour un spécialiste du maintien de l'ordre, alors même qu'il avait peu d'expérience dans ce domaine au moment où il a été nommé à la préfecture de police* ».

Didier Lallement semble faire l'unanimité contre sa personne. Difficile de trouver ses admirateurs. Car Monsieur Lallement aime aussi parler et commenter.

Monsieur Polémique

La scène a fait le tour des réseaux sociaux en Novembre dernier. « Nous ne sommes pas dans le même camp, Madame ». C'est ainsi que le préfet de Police de Paris s'adresse à une femme portant un gilet jaune. Cet échange enflamme les plateaux télé et chacun y va de son commentaire. Alexis Corbière de la France Insoumise réclame sa démission sur Twitter « *Les propos du Préfet Lallement sont intolérables mais révélateurs. Il n'est pas un Préfet au service de l'intérêt général, mais un militant pour qui cette citoyenne n'est pas dans le "même camp" que lui.* ». La petite phrase ne passe pas. Le code de déontologie de la police nationale est pourtant assez claire : « *Devoir de réserve : le policier est tenu à l'obligation de neutralité* » (article R. 434-29) Le fait que le préfet de police dise appartenir un camp sous-entend qu'il y'en aurait un autre.

Plus récemment, Didier Lallement revient sur le devant de la scène. En pleine crise du Covid-19, le préfet se distingue par une petite phrase qui provoque une nouvelle polémique, une de plus. En pleine épidémie, Lallement se laisse aller à une hasardeuse analyse de la situation « *Ceux qui sont aujourd'hui hospitalisés, ceux qu'on trouve dans les réanimations, ce sont ceux qui, au début du confinement, ne l'ont pas respecté, c'est très simple, il y a une corrélation très simple* » déclare-t-il avec aplomb. Cette fois ci, l'homme est contraint de s'excuser par voie de communiqué officiel. Mais le mal est fait, les réseaux sociaux se déchainent. Les propos du préfet agacent jusque à l'Elysée. « *Maintenant, il est dans une période probatoire, à la prochaine bourde, il saute* » confie une personnalité d'influence à Charlie Hebdo. Le préfet est prévenu, il va falloir apprendre à tenir sa langue.

Si Didier Lallement brille par son efficacité, son arrogance pourrait bien lui coûter sa place. Le nouveau préfet incarne la ligne dure et autoritaire du maintien de l'ordre. Si cette doctrine paraît efficace, l'explosion des violences policières ces derniers mois inquiète jusque dans les rangs des forces de l'ordre. Un préfet de police qui ne fait même pas l'unanimité dans son « camp » pour reprendre ses termes, cela est assez inédit.

« Avec le nouveau préfet Didier Lallement, tout a changé ».

Entretien avec Nicolas Mercier : Journaliste reporter d'image

Les manifestations, cet homme de 58 ans les vit au plus près. Après avoir vendu du champagne pendant des années, Nicolas Mercier s'est lancé dans le journalisme de terrain. C'est un observateur privilégié de la réalité de la rue.. L'homme évoque aussi les rapports parfois tendus entre les forces de l'ordre et la presse. **Entretien**

Quand avez-vous vu le changement dans les méthodes de maintien de l'ordre depuis la crise des Gilets Jaunes ?

Le changement radical a eu lieu en Mars 2019 après l'acte 18 des Gilets Jaunes. Durant cette journée du Samedi, il y a eu énormément de casse sur les Champs-Élysées, les kiosques ont été incendiés, c'était le chaos. La politique était alors de contenir les manifestants dans un périmètre défini et de ne pas aller au contact. Avec le nouveau préfet Didier Lallement, tout a changé.

Comment ce changement de doctrine s'est concrétisé dans la rue ?

Le changement s'est notamment fait par la constitution des BRAV (Brigades de répressions des actions violentes). Ces unités sont très efficaces. Parfois elles débarquent subitement sans que personne ne s'y attende. J'ai notamment l'exemple d'une manifestation des Gilets Jaunes où un groupe de manifestants s'était échappé du parcours défini. Plusieurs centaines de personnes sont parties en courant. La BRAV les a stoppés immédiatement alors qu'ils n'étaient qu'une dizaine. Mais c'est décrié car ils sont parfois violents et ne sont pas des spécialistes du maintien de l'ordre.

La police est parfois accusé d'empêcher les journalistes de faire leur travail, approuvez-vous ce point de vue?

C'est une vaste question. En France la liberté de la presse est assez bien protégée même si tout n'est pas parfait. Mon âge me permet d'être assez préservé. Mes collègues sont aussi un gage de protections car eux aussi filment tout. Cela peut empêcher les dérives de la police. Mais au-delà de ça, je pense qu'il faut savoir comment se comporter. Cela s'acquiert avec l'expérience. Moi je m'attache à laisser la police travailler, certains journalistes ne respectent pas cela. On peut citer l'exemple de Gaspard Glanz ou Taha Bouhafs. Ces personnes sont des militants qui font du tort au journalisme. Cependant les forces de l'ordre sont parfois sous le coup du stress assez agressifs avec la presse. J'en ai moi-même fait l'expérience

Pouvez-vous raconter cette mauvaise expérience dont vous avez été victime ?

C'est arrivé lors de l'acte 19 en Mars 2019. C'était dans la soirée, j'avais suivi les manifestations toute la journée. Près du quai de Valmy, je découvre au coin d'une rue une dizaine de personnes menottées et au sol. Je filme immédiatement de la scène. Un des policiers, un membre de la BRAV s'avance vers moi et me demande de m'arrêter de filmer. Je m'exécute mais il veut me forcer à effacer les images. Je refuse, il m'arrache la caméra des mains et tente lui-même de supprimer mes vidéos. Je suis ensuite menotté et embarqué au commissariat. Je rencontre ensuite la commissaire de police à qui j'explique ce qui s'est passé. Finalement je serai immédiatement libéré. J'ai déposé plainte à l'IGPN (Inspection générale de la police) mais cela a été classé sans suite.